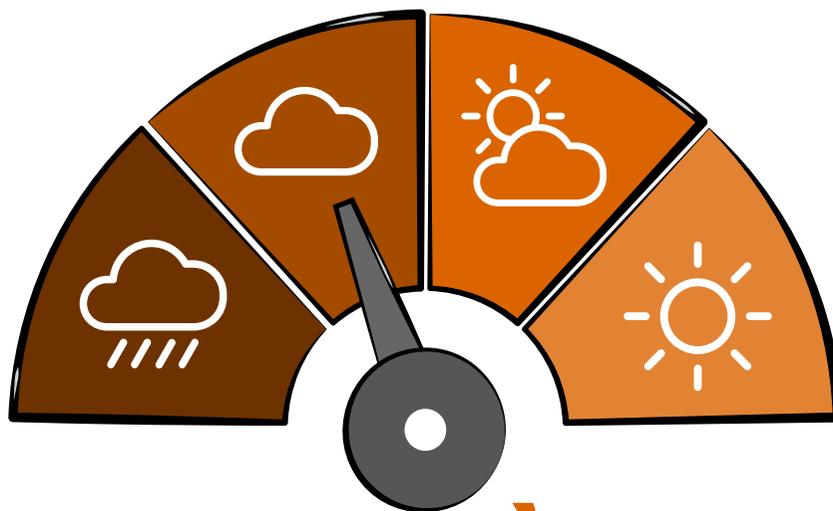


# ENQUÊTE DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES



## BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE

ÉDITION 2<sup>E</sup> SEMESTRE 2024

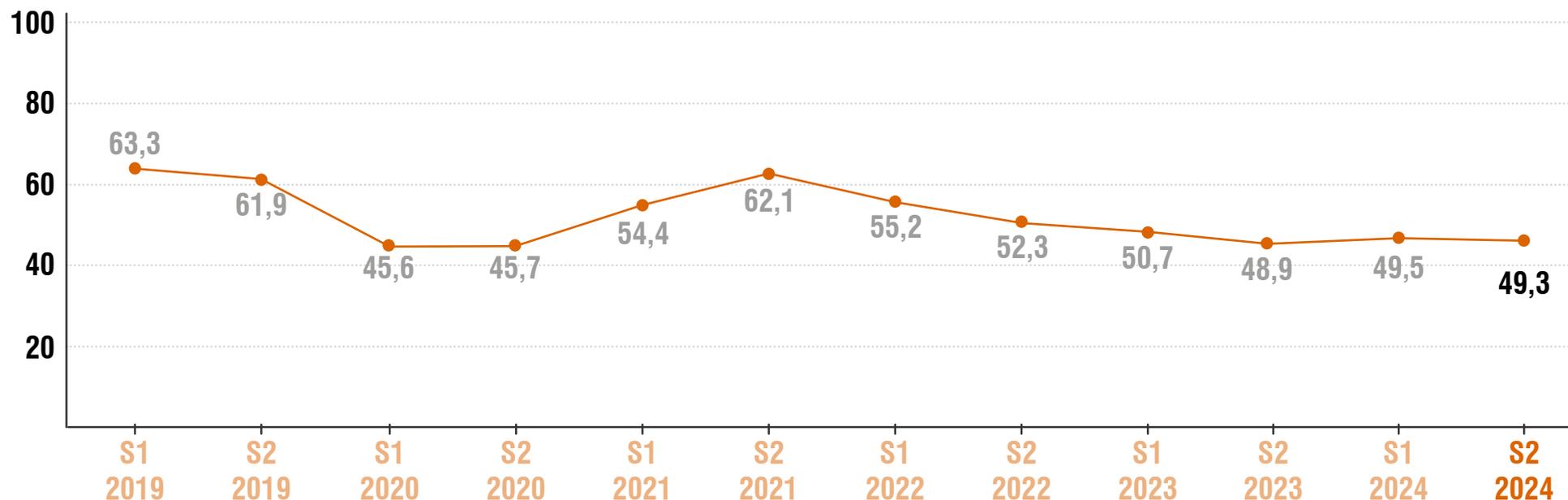
FOCUS THÉMATIQUE :  
INNOVATION

# LA CONJONCTURE

Malgré une légère détérioration du score global, la plupart des indicateurs semblent se stabiliser par rapport au 1<sup>er</sup> semestre, sous l'impulsion d'une baisse des taux d'intérêt et d'un ralentissement de l'inflation. **Le Baromètre de l'Économie du 2<sup>nd</sup> semestre 2024 atteint ainsi un score synthétique de 49,3/100.** Les incertitudes géopolitiques et la crise de la construction et du logement semblent toutefois impacter certains indicateurs, avec des disparités sectorielles notables : la situation de l'industrie se dégrade fortement, celle de la construction reste très fragile, tandis que l'HORECA semble doucement se redresser. Le secteur financier demeure le plus performant.

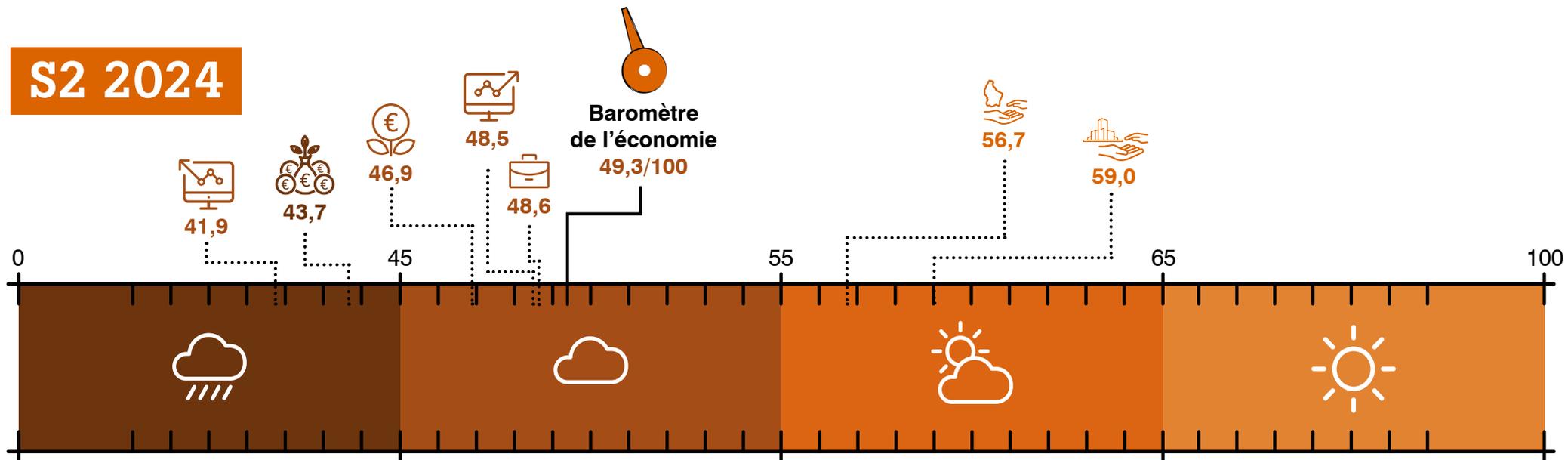
D'une manière générale, l'activité, en particulier des 6 derniers mois, se dégrade, et la dynamique de création d'emplois semble s'essouffler. La rentabilité reste très préoccupante, particulièrement dans la construction, l'industrie et le commerce. En revanche, une stabilisation des investissements semble se dessiner, bien que près de 40% des entreprises de la construction prévoient de les freiner. Le manque de main-d'œuvre qualifiée et son coût figurent parmi les défis majeurs identifiés par les dirigeants pour 2025. Moins d'entreprises semblent craindre un impact négatif de l'environnement économique sur leurs activités qu'il y a un an, malgré de fortes préoccupations dans l'industrie, le commerce et l'HORECA. Enfin, la confiance des dirigeants dans l'avenir à moyen terme de leur entreprise remonte légèrement, sauf dans l'industrie où elle se dégrade fortement (une tendance également identifiée par le STATEC), alors qu'elle s'améliore nettement dans l'HORECA.

## Évolution du score du Baromètre de l'Économie\*

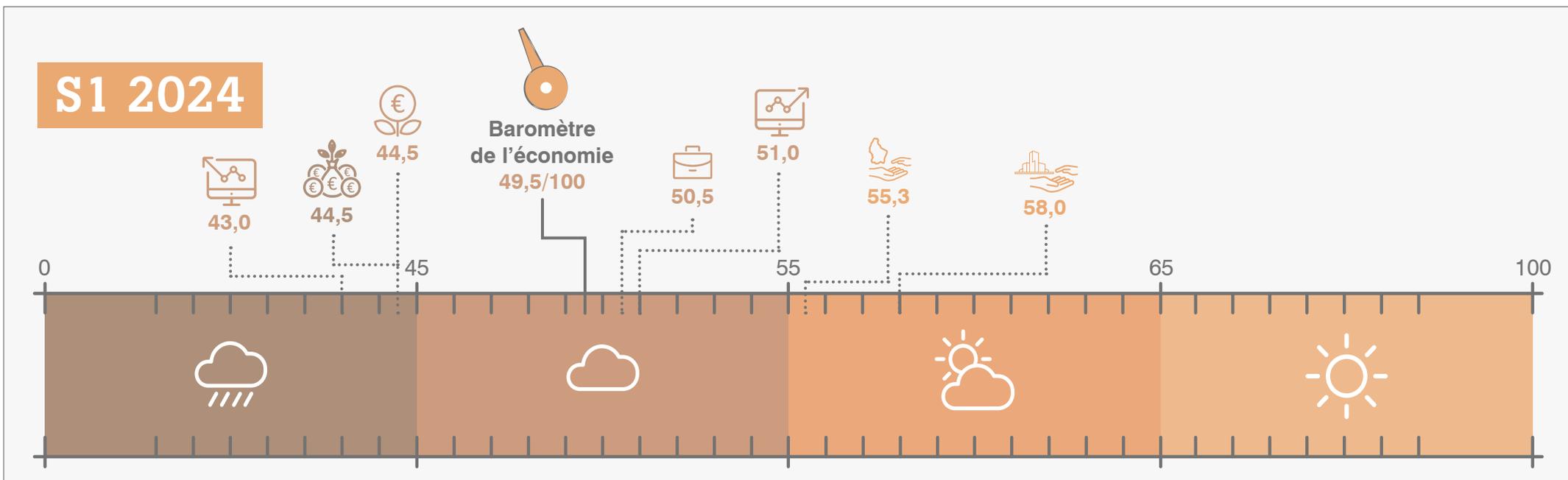


\* Le score du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des 7 indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissements.

# S2 2024



# S1 2024



Activité des 6 derniers mois



Emploi



Rentabilité



Confiance dans l'avenir de l'entreprise



Activité des 6 prochains mois



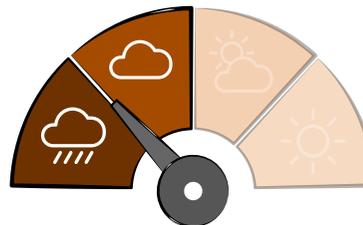
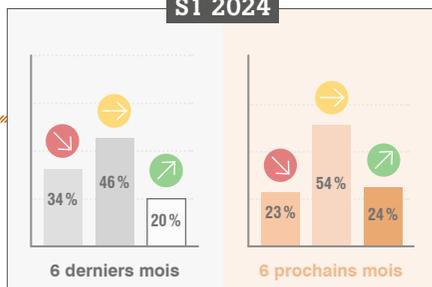
Investissements



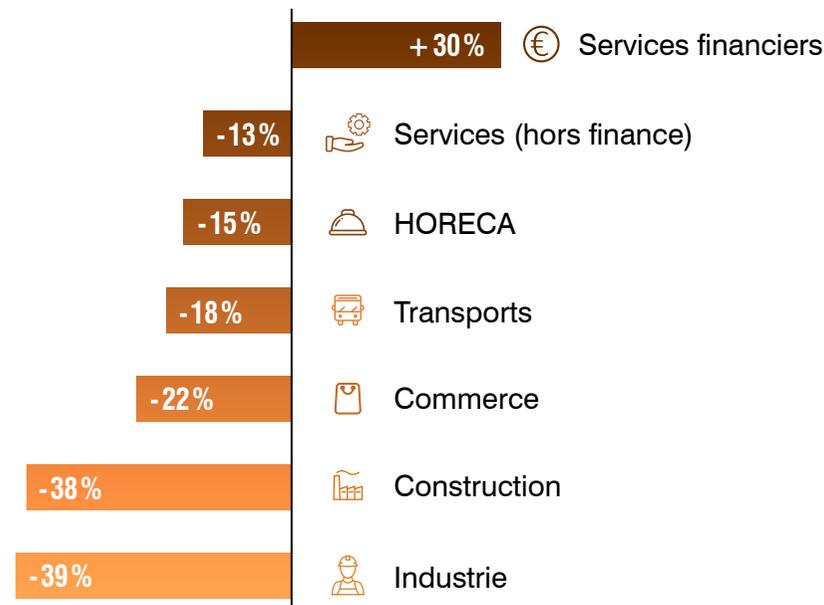
Confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise



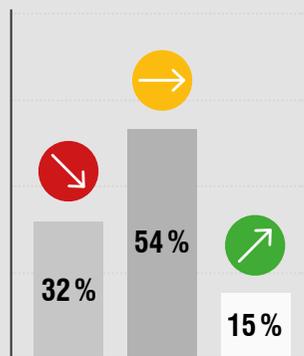
Baromètre de l'Économie



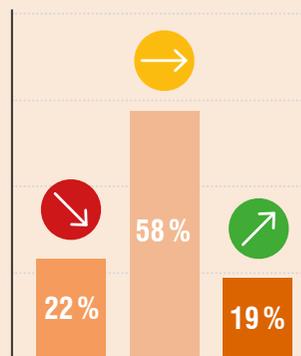
## Différentiel entre la part des entreprises avec activité en hausse et celles avec activité en baisse :



### L'activité au cours des 6 derniers mois était :



### L'activité pour les 6 prochains mois devrait être :



↓ En diminution   
 → Stable   
 ↑ En augmentation

Malgré le ralentissement de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt, la crise de la construction et du logement ainsi que les incertitudes géopolitiques et économiques persistent. L'activité des 6 derniers mois a été moins favorable qu'anticipée au 1<sup>er</sup> semestre, et ce pour tous les secteurs, hormis le secteur financier. **Alors que 23% des entreprises prévoient une baisse de leur activité au 1<sup>er</sup> semestre, 32% d'entre elles ont effectivement enregistré un recul.** Les secteurs les plus touchés sont, sans surprise, ceux de l'industrie (45% ont subi une baisse, contre 19% qui l'avaient anticipé il y a 6 mois), de la construction (43%) et du commerce (40%), contre seulement 7% du secteur des services financiers. Pour plus de la moitié des entreprises (54%), l'activité est restée stable au cours du dernier semestre, et 15% ont enregistré une hausse, soit 5 points de moins qu'il y a 6 mois.

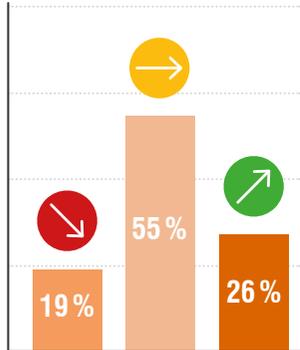
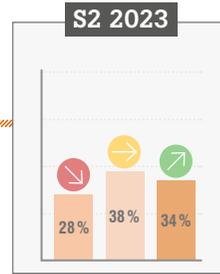
**Les prévisions pour les 6 prochains mois sont moins pessimistes.** La part des activités en baisse devrait diminuer dans tous les secteurs. Globalement, plus de la moitié des entreprises s'attend à un climat des affaires stable (58%), 19% anticipent une hausse, tandis que 22% craignent encore un recul, en particulier dans les secteurs de la construction (39%) et de l'industrie (37%).

**La proportion d'entreprises ayant eu une activité en baisse au cours du dernier semestre est supérieure de 16 points à celle ayant connu une hausse d'activité.** Tous les secteurs sont concernés par cette tendance, à l'exception de celui des services financiers, qui résiste et affiche même une amélioration, avec un différentiel passant de +21% au 1<sup>er</sup> semestre à +30% au 2<sup>ème</sup> semestre 2024.

**La situation est particulièrement préoccupante pour l'industrie,** où le différentiel est passé de -26% à -39% entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> semestre 2024, et le commerce (de -11% à -22%). Pour le secteur de la construction, la situation reste très difficile, mais stable par rapport à il y a 6 mois (-38%). En ce qui concerne les transports et les services non financiers, une détérioration du différentiel de respectivement -5% et -6% est observée. Cependant, il convient de noter que l'**HORECA** montre des signes de reprise, avec un différentiel passant de -35% au 1<sup>er</sup> semestre à -15% au 2<sup>ème</sup> semestre 2024.

# Exportations

Évolution attendue du chiffre d'affaires à l'exportation pour 2025

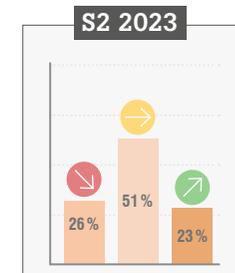
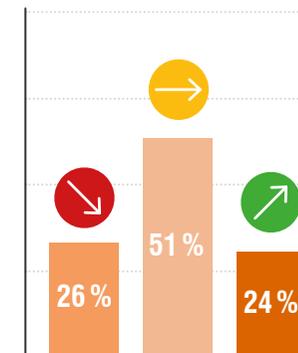


**17% des entreprises interrogées exportent des produits ou services** (près d'un point de moins qu'il y a un an, et en deçà des 24% enregistrés fin 2021). Les principaux secteurs exportateurs sont l'industrie (61%), suivie des transports (38%) et du commerce (32%). **Contrairement à l'année dernière, la majorité des entreprises (55%) prévoit un chiffre d'affaires à l'exportation stable pour 2025** (+17 points par rapport à la période précédente). Cependant, des disparités notables existent entre les secteurs. **35% des dirigeants de l'industrie et 39% de la construction anticipent un recul** de leurs ventes à l'étranger. Les autres secteurs sont plus optimistes, la proportion d'entreprises s'attendant à une augmentation étant supérieure à celle qui prévoient une baisse. Ainsi, **37% du secteur des services hors finance et 29% du commerce prévoient des exportations en hausse**, contre respectivement 18% et 13% anticipant une baisse.

# Ventes nationales

Évolution attendue du chiffre d'affaires national pour 2025

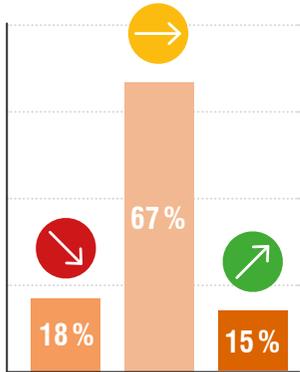
**Une entreprise sur deux s'attend à ce que son chiffre d'affaires réalisé sur le territoire national reste stable** en 2025 tandis que plus d'un quart prévoit un ralentissement. Ce sont surtout **les secteurs de l'industrie et de la construction qui anticipent des perspectives plus sombres**. Dans le secteur de l'industrie, 43% des entreprises prévoient une baisse de leur chiffre d'affaires national contre 31% en 2024, soit une détérioration de 12 points. La situation du secteur de la construction reste particulièrement préoccupante, mais avec des attentes de baisse du chiffre d'affaires stables, voire légèrement moins pessimistes, pour 2025 (43%) comparé à 2024 (46%). En revanche, l'HORECA affiche des signes d'optimisme (35% s'attendent à une augmentation des ventes contre 20% en 2024). **Le secteur des services financiers reste le plus résilient**, avec 38% des entreprises anticipant une hausse des ventes, contre seulement 8% une baisse.



La somme des pourcentages peut être inférieure à 100% en raison d'arrondis.

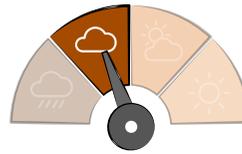
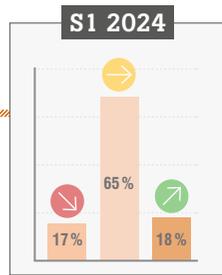
# Emplois

Effectifs pour les 6 prochains mois :



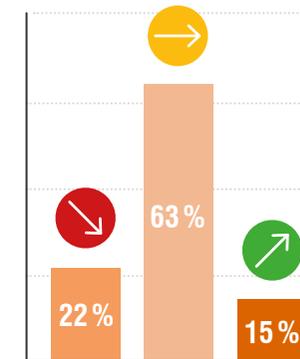
67% des dirigeants d'entreprises prévoient de maintenir leurs effectifs stables au cours des six prochains mois. Cependant, par rapport au semestre précédent, moins d'entreprises prévoient d'augmenter leurs effectifs (15% contre 18% en début d'année), ce qui met en lumière **une dynamique de création d'emplois encore plus timide qu'au début de l'année.**

**Les perspectives d'emploi varient fortement selon les secteurs, mais la majorité des secteurs prévoit des réductions d'effectifs plutôt que des augmentations.** Dans le secteur de la construction, 27% des entreprises anticipent une baisse des effectifs (contre 10% qui prévoient une hausse), dans l'HORECA 21% (contre 14%), dans le commerce 20% (contre 14%), dans l'industrie 13% (contre 11%), et dans les transports 13% (contre 10%). Le secteur financier se distingue avec 23% des entreprises prévoyant une augmentation des effectifs, contre seulement 7% qui envisagent une réduction.

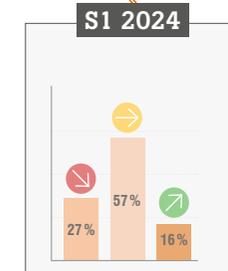
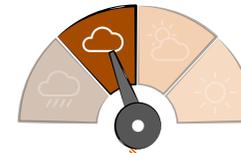


# Investissements

Pour les 6 prochains mois :

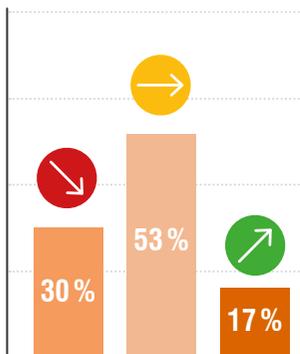


63% des dirigeants d'entreprises prévoient de stabiliser leur niveau d'investissement au cours des 6 prochains mois (contre 57% au semestre précédent), tandis que seulement 15% envisagent de l'augmenter. En revanche, 22% prévoient de réduire leurs investissements à court terme, soit 5 points de moins qu'il y a six mois, au profit d'une stabilité. Cependant, cela laisse craindre le maintien d'un niveau d'investissement relativement bas, étant donné les baisses des derniers semestres. **Le secteur de la construction demeure particulièrement pessimiste**, avec 39% des entreprises qui prévoient de freiner leurs investissements, contre seulement 8% qui envisagent une augmentation, des prévisions très similaires à celles du dernier semestre. En revanche, le secteur des services financiers se distingue en comptant davantage d'entreprises prévoyant une hausse des investissements (28%) qu'une baisse (3%).

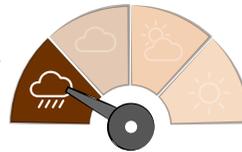
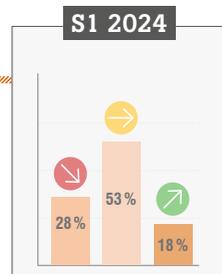


# Rentabilité

Pour les 6 prochains mois :



Bien que plus de la moitié des entreprises (53%) anticipe une stabilité de leur rentabilité, la part de celles s'attendant à une baisse dans les six prochains mois reste importante (30%) et s'est même très légèrement accrue par rapport au 1<sup>er</sup> semestre (28% il y a six mois). Seul le secteur des **services financiers se porte mieux**, où 28% des entreprises prévoient une hausse de leur rentabilité, contre 14% une baisse. La **situation est particulièrement critique dans la construction (39% prévoient une baisse), l'industrie (33%) et le commerce (33%)**. À noter toutefois que, bien qu'encore très préoccupante, la situation s'est légèrement améliorée dans la construction (43% il y a six mois). En revanche, elle s'est aggravée dans l'industrie (20% il y a six mois).

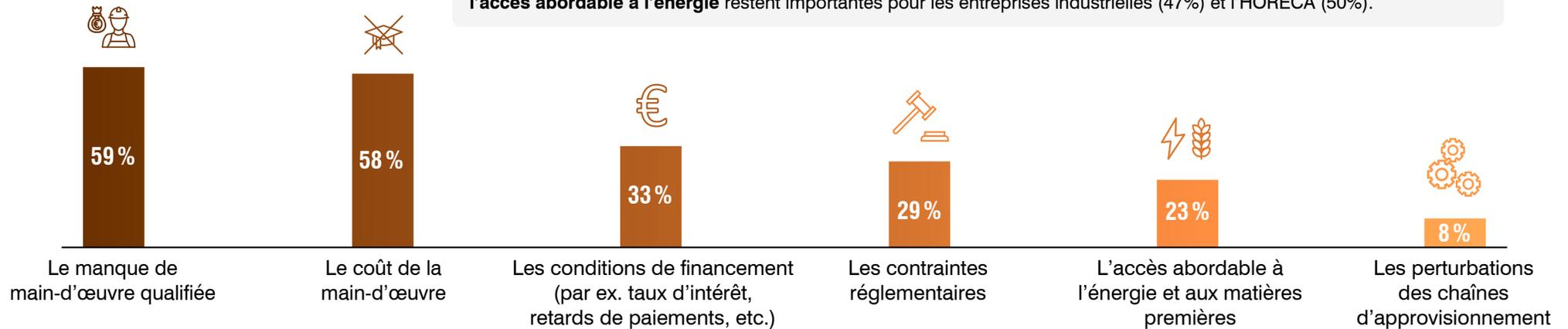


↘ En diminution   
 → Stable   
 ↗ En augmentation

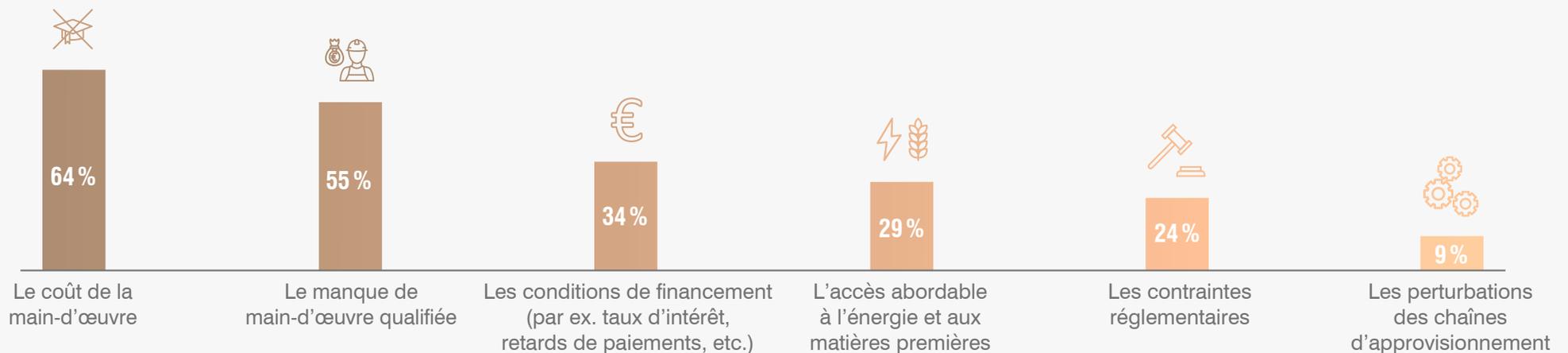
# Défis

## Les défis du développement économique des entreprises pour 2025\* :

Pour 2025, le manque de main-d'œuvre qualifiée (59%) et son coût (58%) apparaissent comme les deux préoccupations majeures des dirigeants d'entreprise. Il y a un an, le coût de la main-d'œuvre occupait encore la 1<sup>ère</sup> place (64%) : l'inflation étant en baisse depuis début 2024, les entreprises craignent sans doute notamment moins de tranches d'indexation qu'il y a un an. Par ailleurs, plus d'un tiers des entreprises (33%) considère que les **conditions de financement** demeurent un défi pour leur développement économique, et, comme l'an dernier, le secteur de la construction reste le plus préoccupé par ce défi (46% des répondants). En outre, les inquiétudes liées aux **contraintes réglementaires** et à **l'accès abordable à l'énergie** augmentent avec la taille de l'entreprise. Près d'une entreprise sur trois s'inquiète des **contraintes réglementaires** croissantes, un enjeu particulièrement marqué (78%) et croissant (+9 points en un an) dans le secteur financier. Les inquiétudes liées à **l'accès abordable à l'énergie** restent importantes pour les entreprises industrielles (47%) et l'HORECA (50%).



### S2 2023



\* Selon la liste de défis proposée par l'European Economic Survey d'Eurochambres (pour l'édition 2025).

# Environnement économique

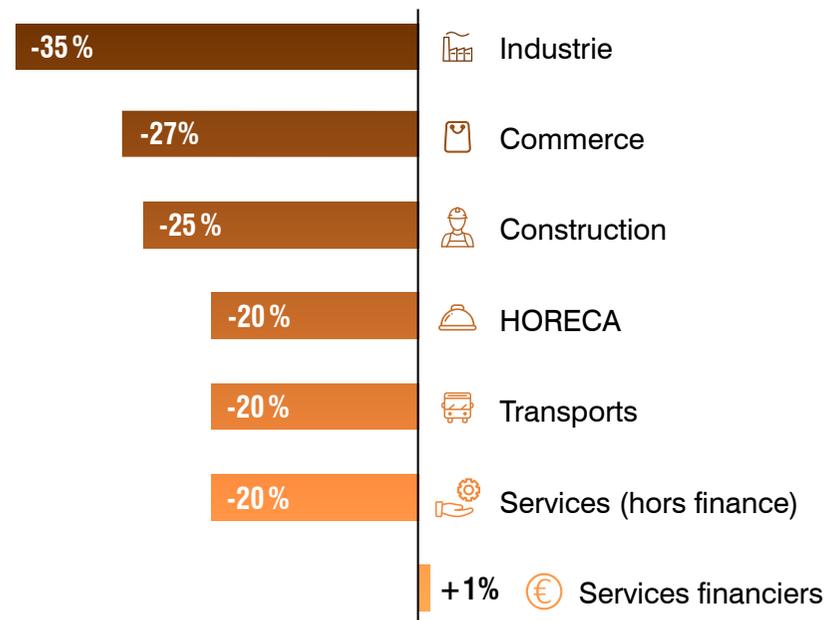
## Influence attendue de l'environnement économique sur les entreprises en 2025

L'influence attendue de l'environnement économique sur les entreprises en 2025 semble être **globalement moins négative qu'il y a un an**.

Une certaine stabilité prévaut pour 66% d'entre elles (contre 53% en 2024). Bien qu'encore 27% des dirigeants s'inquiètent d'un impact défavorable de l'environnement sur leur activité dans l'année à venir, cela représente 12 points de moins que l'année précédente.



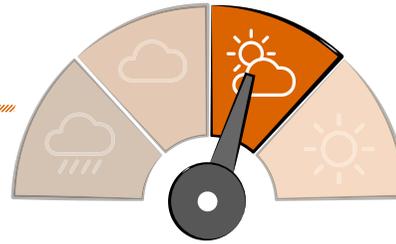
## Influence de l'environnement économique sur l'entreprise par secteur en 2025 (% d'entreprises)\*



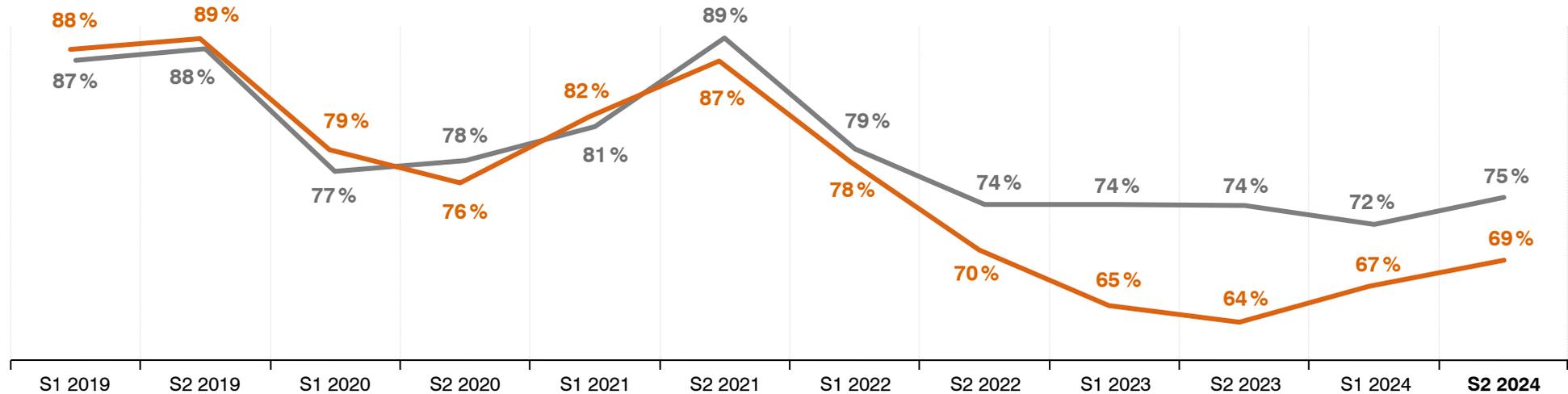
**Cette tendance, en faveur d'une stabilité plus marquée, se manifeste dans tous les secteurs.** Cependant, dans la majorité des secteurs, la proportion d'entreprises craignant une influence négative demeure supérieure à celle anticipant une influence positive. Le secteur des services financiers est le seul à ne pas se trouver en zone rouge, avec 15% des entreprises anticipant une influence positive, contre 14% anticipant une influence négative (26% en 2024). **Tous les autres secteurs affichent un pessimisme plus modéré qu'en 2024, mais qui reste élevé :** 37% des entreprises du secteur industriel prévoient un impact négatif (contre 44% pour 2024), 33% de celles du commerce (contre 47%), 27% dans la construction (contre 52%), 32% de l'HORECA (contre 36%), 21% des transports (contre 36%) et 26% des services hors finance (contre 34%).

\* Différentiel entre la part des entreprises s'attendant à une influence favorable de l'environnement économique sur leur activité, et celles anticipant une influence défavorable

# Confiance



Évolution du % de chefs d'entreprise confiants ou très confiants dans l'avenir... (2-3 ans)



...de leur entreprise ...de l'économie luxembourgeoise

## Sentiment de confiance dans les entreprises



Après avoir atteint un point bas au 1<sup>er</sup> semestre 2024, le niveau de confiance à moyen terme (2-3 ans) des dirigeants d'entreprises dans leur propre société semble se stabiliser autour de 75%, taux similaire à celui observé depuis fin 2022. Comme depuis deux ans, les entreprises se montrent généralement plus optimistes quant à leur avenir propre que pour celui de l'économie luxembourgeoise (69%), avec un écart de 6 points.

Les secteurs les moins confiants sont l'industrie, avec 55% d'entreprises confiantes et très confiantes (contre 70% au 1<sup>er</sup> semestre 2024), la construction avec 70% et l'HORECA avec 73% (ce qui représente tout de même une amélioration de 21 points pour ce dernier par rapport au début de l'année). En revanche, le secteur des services financiers reste le plus confiant, avec 86% (soit 10 points de plus qu'au début de l'année), suivi du secteur des transports (79%) et des services hors finance (77%).

## Sentiment de confiance dans l'économie



La confiance à moyen terme des chefs d'entreprises dans l'économie luxembourgeoise continue de progresser légèrement (+2 points en 6 mois), après une baisse continue depuis début 2022. Cependant, le niveau global reste relativement bas, avec seulement 69% des dirigeants se déclarant confiants ou très confiants, contre des niveaux avoisinant les 90% en 2019 et début 2021.

Les secteurs les plus pessimistes sont la construction (59%) et l'HORECA (65%), bien que ces deux secteurs affichent une légère amélioration par rapport à il y a 6 mois, avec respectivement +3 et +14 points. Les secteurs les plus optimistes sont les transports (79%), les services financiers (78%) et le commerce (71%). Globalement, la majorité des secteurs montre une confiance accrue dans l'économie luxembourgeoise par rapport au début de l'année.

# FOCUS THÉMATIQUE : INNOVATION

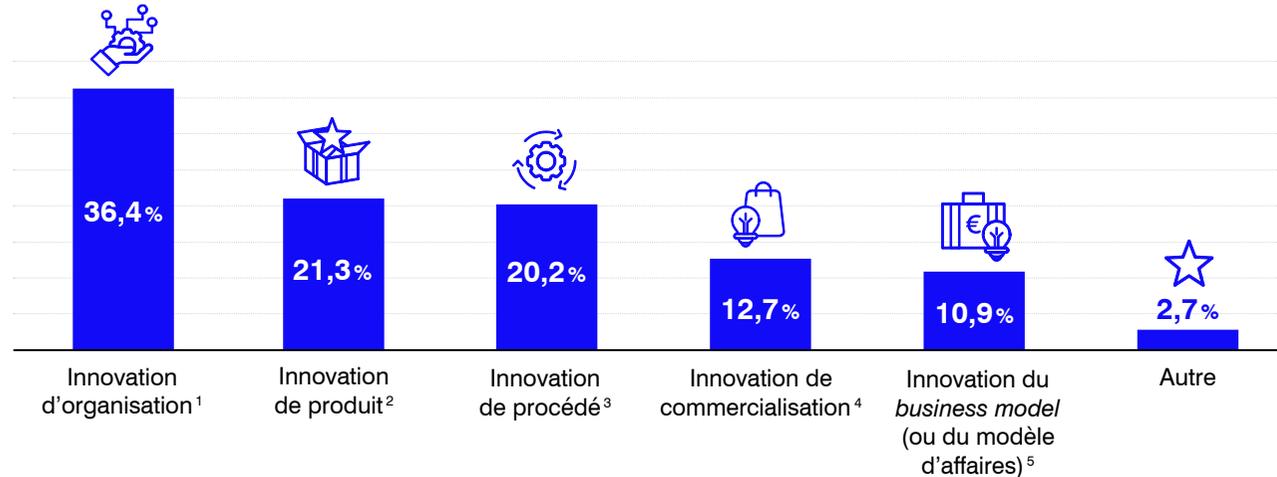
« L'innovation est essentielle pour rester compétitif, conquérir de nouveaux marchés et réussir dans notre secteur d'activité ». C'est l'avis de 9 entreprises innovantes sur 10. La principale retombée positive observée est une hausse de leur productivité. L'enquête thématique\* de ce semestre, centrée sur l'innovation, révèle que 63,8% des entreprises ont innové ces 3 dernières années, les secteurs financier (82%) et du commerce (73%) en tête. Plus d'un tiers a même accru les investissements liés durant cette période, bien que la moitié y consacre encore moins de 5% de leur chiffre d'affaires. À l'inverse, plus d'un tiers des entreprises n'ont pas innové ces dernières années ou n'ont pas pu le faire, en raison notamment d'obstacles internes et externes persistants, qu'il conviendra de lever peu à peu. À noter aussi que 11,7% des entreprises estiment ne pas avoir besoin d'innover. Il est donc crucial de continuer à supporter la capacité d'innovation des entreprises au Luxembourg. Environ 60% des dirigeants pensent que des incitations fiscales supplémentaires seraient utiles pour soutenir leurs investissements futurs, notamment dans l'intelligence artificielle (IA), attendue comme principale technologie émergente.

\* Pour l'élaboration du questionnaire et s'assurer de la pertinence des questions de la partie thématique de l'enquête, la Chambre de Commerce a collaboré avec Luxinnovation, dont elle est membre fondateur.



# Domaines d'innovation

Domaines dans lesquels les entreprises ont innové ces 3 dernières années



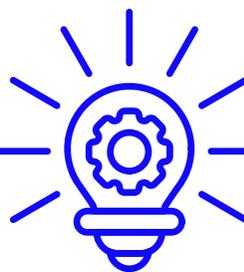
1. Mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement, d'une nouvelle méthode d'organisation du travail ou des relations externes qui doit résulter de décisions stratégiques prises par la direction.
2. Introduction sur le marché d'un produit (bien ou service) nouveau ou significativement amélioré au regard de ses caractéristiques essentielles.
3. Mise en œuvre d'un procédé de production, d'une méthode de distribution, d'une activité de soutien ou de support nouveau ou significativement amélioré pour les biens ou services.
4. Mise en œuvre de concepts ou de stratégies de vente nouveaux ou qui diffèrent significativement des méthodes de vente existant auparavant.
5. Création ou adoption d'un nouveau modèle économique pour l'entreprise, ce qui implique des changements significatifs dans la manière dont l'entreprise crée, délivre et capture de la valeur.

36,2% des entreprises n'ont pas investi dans l'innovation au cours des 3 dernières années, et ce en particulier dans les secteurs des transports (50,2%), de la construction (48,6%), de l'HORECA (46,6%) et de l'industrie (39,2%). Le manque d'innovation est plus prononcé dans les petites entreprises. Globalement, 11,7% des entreprises estiment ne pas avoir besoin d'innover. Ce pourcentage grimpe à 18% dans le secteur des transports, mais tombe à 6% dans l'industrie.

Parmi les entreprises ayant innové au cours des 3 dernières années, le type d'**innovation** le plus populaire est celui **au niveau de l'organisation** (36,4%), en particulier chez les grandes entreprises et dans les secteurs des services financiers (48,9%), des services non financiers (43,4%) et des transports (42,4%). Cette forme d'innovation a également été priorisée par les entreprises du commerce (30,8%) et de la construction (28,2%). Viennent ensuite les **innovations de produit** (21,3%), puis celles **de procédé** (20,2%). Ces dernières ont été préférées par l'industrie (29,6%) et demeurent importantes pour les services financiers (30,1%). Environ 15,9% du secteur des services financiers et 14,9% des services non financiers ont adopté **des innovations de business model** (10,9% tous secteurs confondus).



**36,2%** des entreprises n'ont pas innové ces 3 dernières années

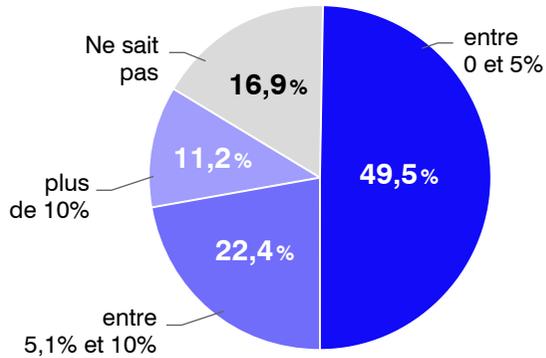


**11,7%** des entreprises déclarent ne pas avoir besoin d'innover

# Investissements dans l'innovation

Pour les 63,8% d'entreprises qui ont innové ces 3 dernières années.

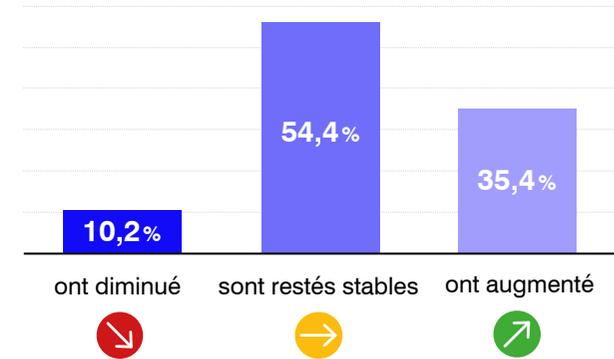
## Pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises investi dans des projets d'innovation en 2023



Parmi les 63,8% d'entreprises ayant innové ces 3 dernières années, presque la moitié a investi moins de 5% de son chiffre d'affaires. Cette tendance est particulièrement marquée dans l'industrie (63,5%), les transports (58,3%) et le commerce (56,4%). En revanche, 31,6% des entreprises de construction ont investi entre 5,1% et 10%. Enfin, 23,3% de celles de l'HORECA y ont consacré plus de 10% de leur chiffre d'affaires.

En général, **plus de 35% des entreprises ont accru leurs investissements en innovation ces 3 dernières années**, en particulier les services financiers (42,3%), les services non financiers (37,7%) et le commerce (37,6%). Seulement 10% les ont réduits.

## Ces 3 dernières années, les investissements des entreprises dans l'innovation...



# Bénéfices de l'innovation

Pour les 63,8% d'entreprises qui ont innové ces 3 dernières années.

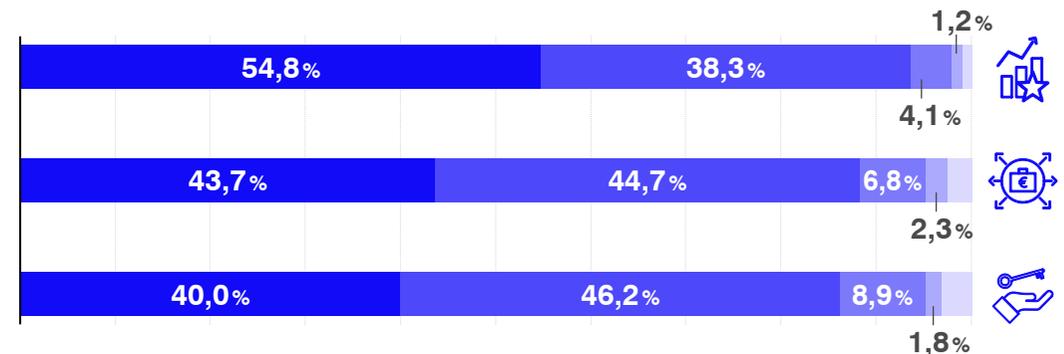
## L'importance de l'innovation pour les entreprises

La grande majorité des entreprises innovantes, quels que soient les secteurs, estime que l'innovation est essentielle pour rester compétitives (93,1%), conquérir de nouveaux marchés (88,4%) et réussir dans leur secteur (86,2%). Ces données montrent que l'innovation est cruciale pour la pérennité et la rentabilité de la plupart des entreprises.

L'innovation est nécessaire pour conserver notre position concurrentielle sur les marchés

L'innovation est nécessaire pour conquérir de nouveaux marchés

L'innovation est un facteur clé de succès dans notre secteur d'activité

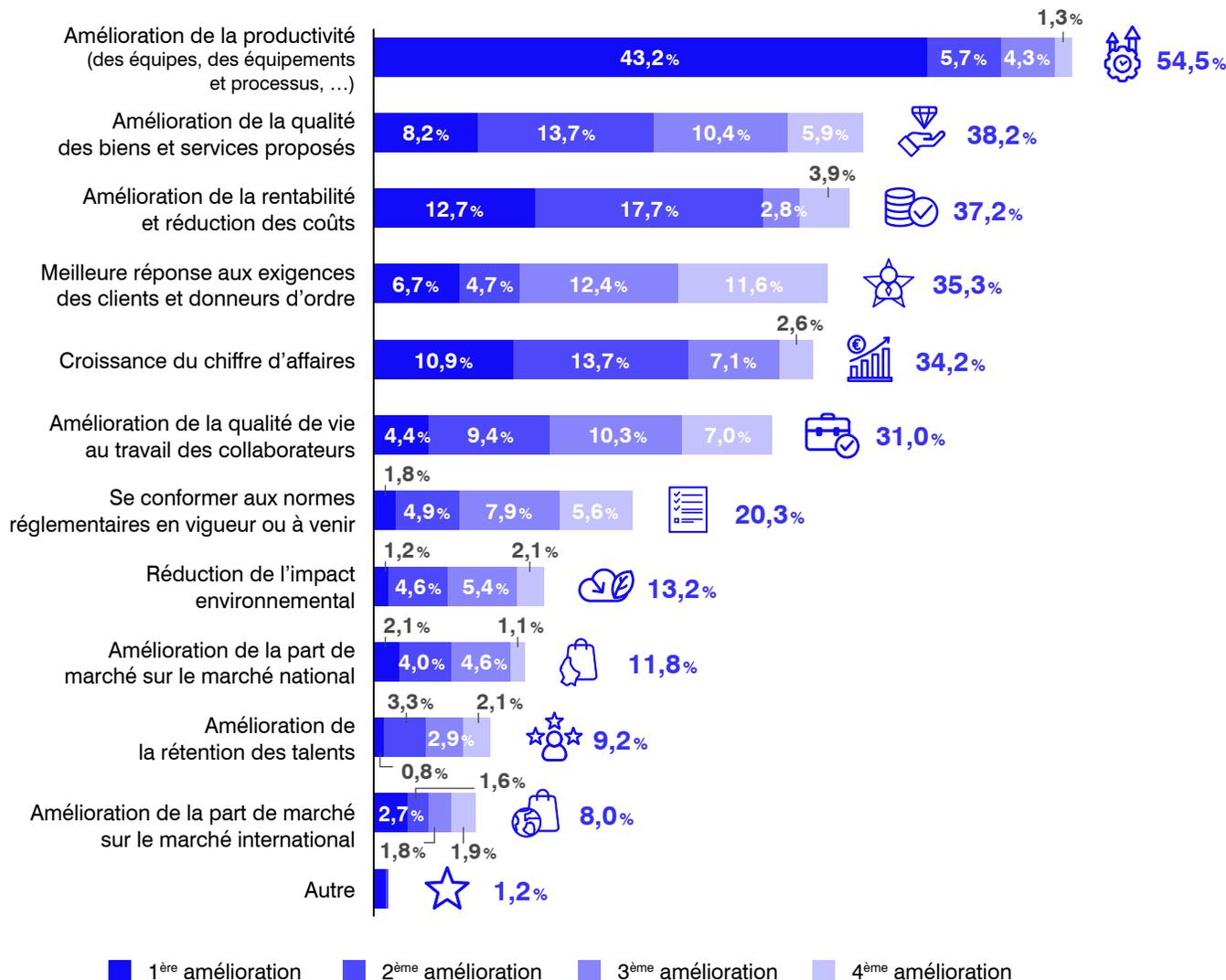


■ Tout à fait d'accord
 ■ Plutôt d'accord
 ■ Plutôt pas d'accord
 ■ Pas du tout d'accord
 ■ Ne sait pas

# Bénéfices de l'innovation

Pour les 63,8% d'entreprises qui ont innové ces 3 dernières années.

## Principales améliorations constatées par les entreprises grâce à leurs innovations des 3 dernières années\*



4,4%

des entreprises ayant innové ces 3 dernières années n'ont constaté aucune amélioration pour leur activité

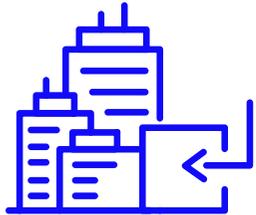
95,6% des entreprises ont constaté des bénéfices grâce à leurs innovations ces 3 dernières années. Principale retombée positive : la **productivité a augmenté** pour 54,5% des entreprises innovantes, particulièrement dans l'industrie (71,4%) et la construction (61,2%). Plus l'entreprise est grande, plus ce bénéfice est marqué. Globalement 43,2% des entreprises le citent en premier.

Autres bénéfices constatés : **amélioration de la qualité des biens/services proposés** (43,5% dans l'industrie, 44,9% dans les services non financiers), **rentabilité accrue et réduction des coûts** (48,9% dans l'HORECA, 43,7% dans les transports, 41,4% dans le commerce), **meilleure réponse aux exigences clients** (42% dans les transports, 39,5% dans le commerce, 39% dans les services financiers, 37,2% dans la construction), **croissance du chiffre d'affaires** (48% dans le commerce et les services financiers), et **qualité de vie au travail améliorée** (41,3% dans l'HORECA, 38% dans la construction). Le secteur financier met le plus en avant la **conformité réglementaire** (45,4%). La **réduction de l'impact environnemental** n'a été avancée que par 13,2% des entreprises, tous secteurs confondus, bien que ce pourcentage monte à 35,7% dans les transports.

Enfin, 4,4% des entreprises, uniquement des PME, et en particulier dans l'HORECA (13,6%), n'ont constaté aucune amélioration.

\* Les entreprises devaient classer par ordre d'importance les 4 améliorations principales qu'elles ont constaté.

# Obstacles internes à l'innovation

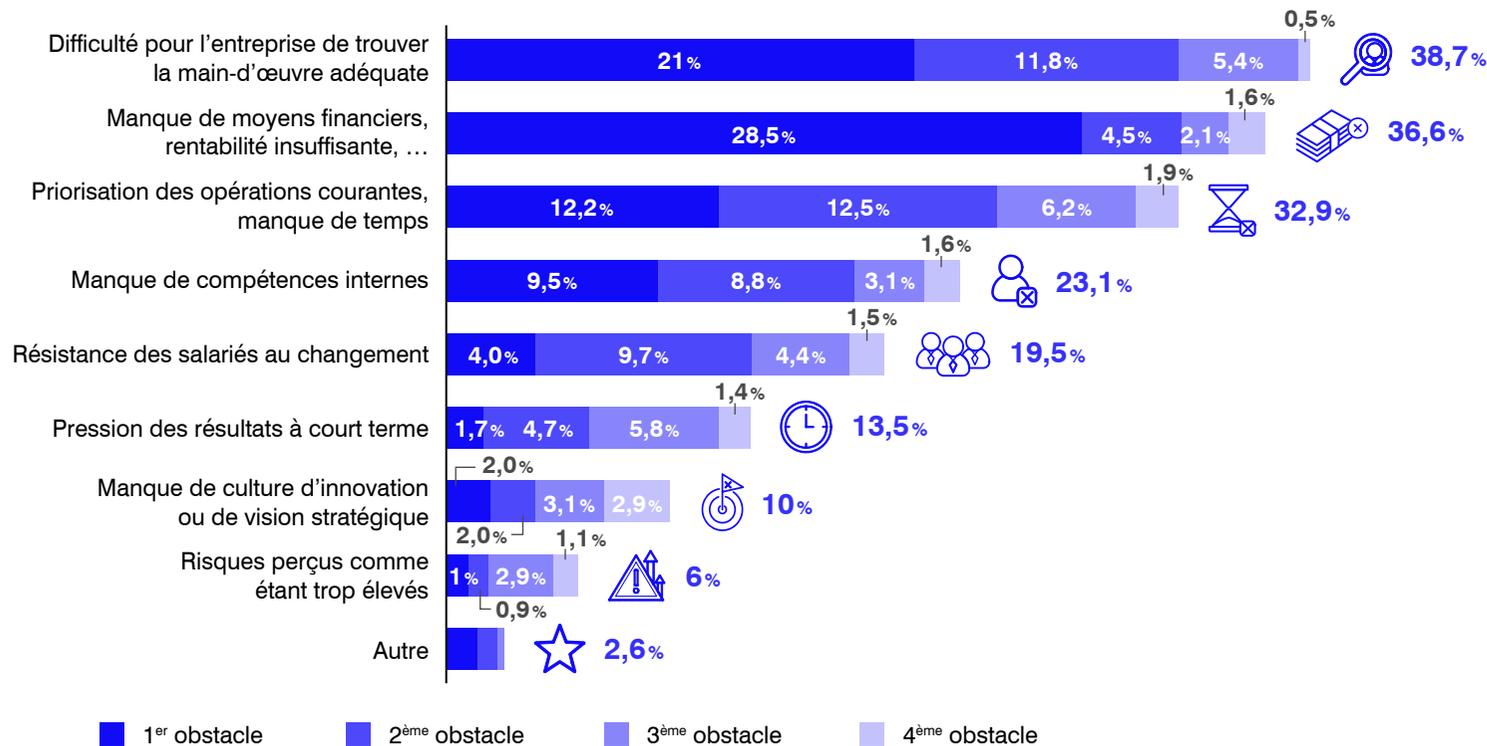


7%

des entreprises déclarent ne faire face à **aucun obstacle interne** à l'innovation pour leur activité

Seulement 7% des entreprises signalent ne rencontrer aucun obstacle interne à l'innovation. Toutefois, **les disparités sectorielles sont marquées** : 14,8% des entreprises des services financiers affirment ne pas rencontrer de freins internes, contre seulement 4% dans le secteur de la construction.

## Principaux obstacles internes aux entreprises, empêchant ou freinant l'innovation\*



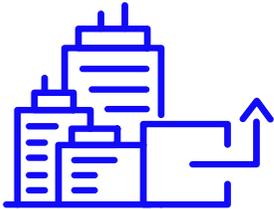
Les 3 obstacles internes les plus cités par les entreprises, les empêchant ou les freinant dans leurs projets d'innovation, sont la **difficulté de trouver la main-d'œuvre adéquate**, le **manque de moyens financiers ou de rentabilité**, et le **manque de temps**.

Tous les secteurs, à l'exception des services financiers, citent en 1<sup>er</sup> lieu le **manque de moyens financiers ou de rentabilité** comme obstacle interne majeur (industrie 42%, commerce 33,2%, HORECA 31,3%, services non financiers 29,5%, construction 28,6% et transports 19,8%). Dans le secteur des services financiers, le principal frein interne est le **manque de temps et la nécessité de prioriser les activités courantes** (22,8%). En prenant en compte les entreprises du secteur qui ont cité ce frein en 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> lieu, ce taux atteint même 48%.

En regardant le nombre de fois que chaque obstacle est cité, sans tenir compte de son rang (1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>), la **difficulté de trouver une main-d'œuvre adéquate** se place en tête pour la plupart des secteurs (HORECA 49%, construction 44,4%, commerce 40,8%, services hors finance 38%, transports 31,6%), sauf pour l'industrie (39,8%) dont la majorité des entreprises cite le **manque de moyens financiers** (44%).

\* Les 4 principaux obstacles internes rencontrés, classés selon l'ordre d'importance.

# Obstacles externes à l'innovation



**15,8%**

des entreprises déclarent ne faire face à aucun obstacle externe à l'innovation

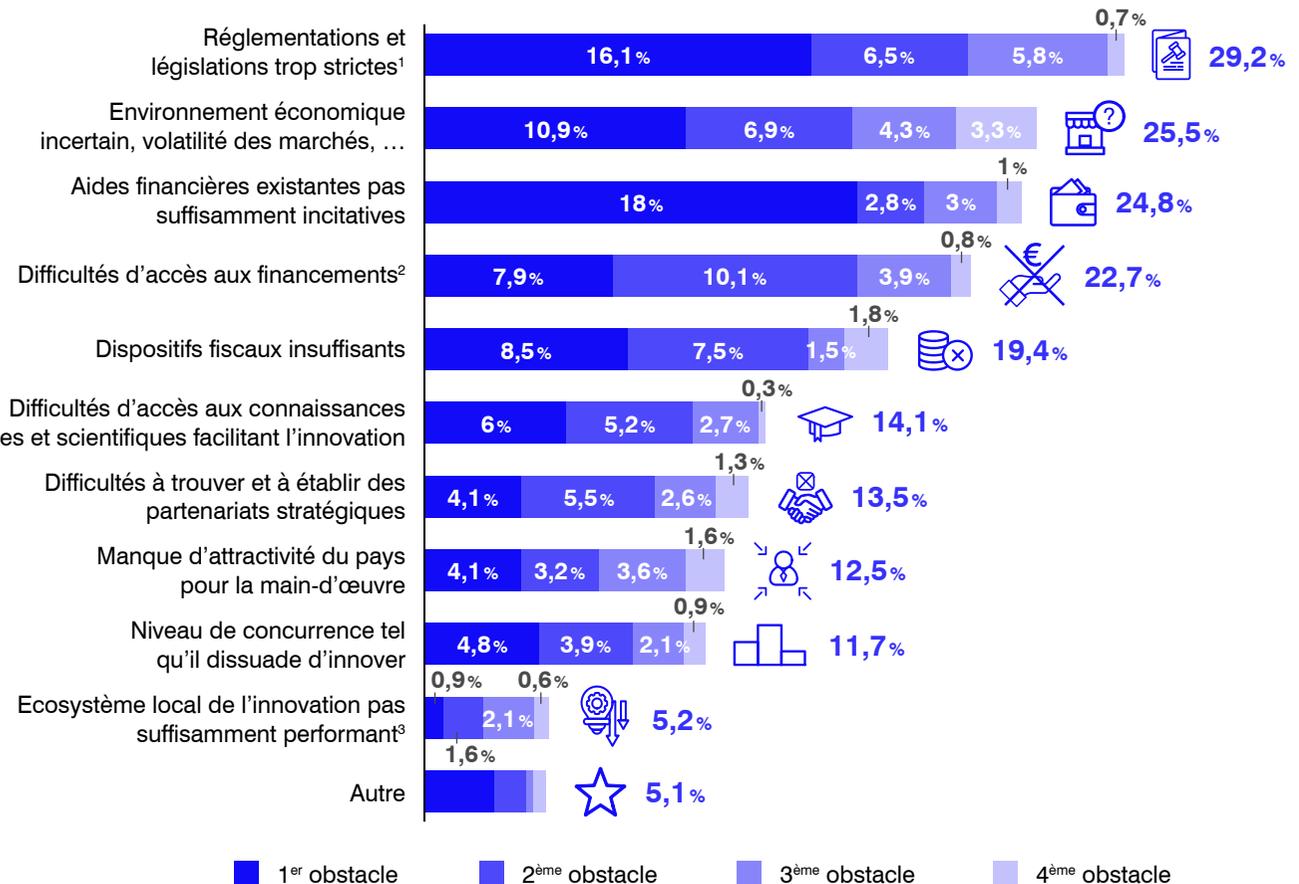
15,8% des entreprises affirment n'avoir rencontré aucun obstacle externe. Cette situation est particulièrement notable dans le secteur des services financiers (23,3%) et dans l'industrie (20,8%), mais beaucoup moins dans le commerce (9,3%).

Les entreprises rencontrent 3 obstacles externes majeurs à l'innovation : des **réglementations trop strictes**, un **environnement économique incertain**, et des **aides financières existantes pas suffisamment incitatives**. Ce dernier élément est identifié comme étant le 1<sup>er</sup> frein par tous les secteurs, excepté le commerce et les services financiers.

Le 1<sup>er</sup> frein externe mis en évidence par le secteur des services financiers est de loin la réglementation trop stricte (44%). Si on y ajoute les freins cités en 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lieu par ce secteur, ce pourcentage monte à 59,7%.

En cumulant de la même manière les 4 principaux obstacles externes pointés par les autres secteurs, les transports (36,5%) et le commerce (30%) souffrent prioritairement des réglementations en vigueur, l'industrie (37,3%) et les services hors finance (25,5%) redoutent principalement l'environnement économique incertain, tandis que l'HORECA (34,9%) et la construction (30,1%) trouvent les aides existantes peu incitatives.

## Principaux obstacles externes aux entreprises, empêchant ou freinant l'innovation\*



1. p.ex. normes de sécurité, RGPD, contraintes environnementales, ...  
 2. p.ex. prêts, subventions, bonifications, capital-risque, ...  
 3. p.ex. manque d'esprit entrepreneurial, manque de masse critique d'acteurs de l'innovation, ...

\* Les 4 principaux obstacles externes rencontrés, classés selon l'ordre d'importance.

# Technologies émergentes



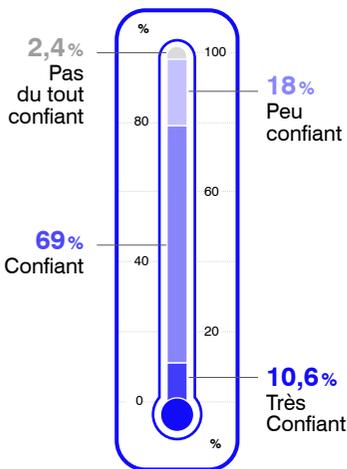
**30,3%**

des entreprises pensent que leur *business model* ne sera impacté par aucune technologie émergente

Plus l'entreprise est petite, moins elle anticipe d'être affectée à l'avenir par les technologies émergentes, en particulier l'HORECA (52,8%), la construction (43,1%), l'industrie (36,3%) et les transports (34,3%), contre seulement 7% des services financiers.

L'intelligence artificielle (IA) est perçue comme la technologie qui devrait avoir le plus grand impact sur les entreprises (55,4%) et est citée en 1<sup>er</sup> par tous les secteurs. Cette perception augmente avec la taille de l'entreprise. L'IA devrait particulièrement affecter le *business model* des services financiers (90,2%), des services non financiers (69,3%), du commerce (55,9%) et des transports (51,2%).

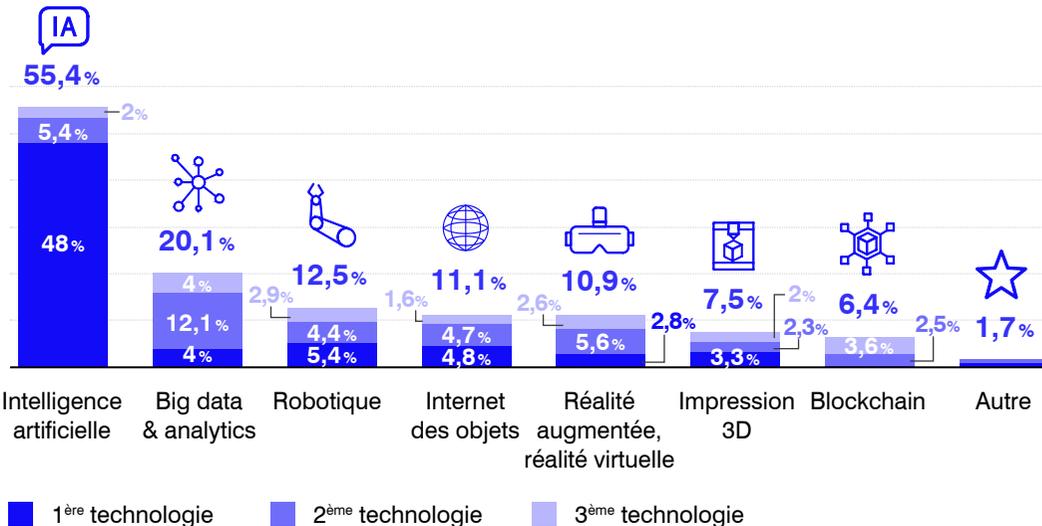
## Degré de confiance des entreprises dans leur capacité à s'adapter aux innovations technologiques à venir\*



79,6% des chefs d'entreprises sont confiants, voire très confiants, quant à la capacité de leur entreprise à s'adapter aux nouvelles technologies. **Le niveau de confiance croit avec la taille de l'entreprise.** Les secteurs des services financiers (90%) et hors finance (85,8%) se montrent les plus optimistes, contrairement à l'HORECA (51%) et à la construction (67,7%).

Sans surprise, **les entreprises envisagent d'investir en priorité dans l'IA (63,4%).** Cette tendance se retrouve dans tous les secteurs, sauf l'industrie, et est particulièrement marquée dans les services financiers (85,5%) et hors finance (78,1%). Quant à l'industrie, la robotique apparaît comme le principal domaine d'investissement envisagé dans les 3 prochaines années (56,7%).

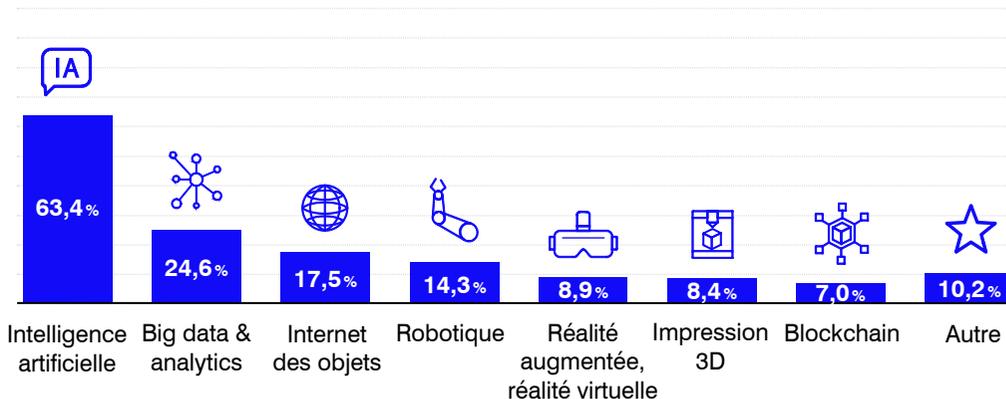
## Les principales technologies émergentes qui devraient impacter le *business model* des entreprises dans les 3 années à venir\*



\* Les 3 principales technologies émergentes qui devraient impacter leur *business model* selon les entreprises, classées selon l'ordre d'importance.

Le graphique se lit ainsi : selon 48% des entreprises, l'intelligence artificielle devrait être la 1<sup>ère</sup> technologie à impacter leur *business model* dans les 3 années à venir.

## Les technologies émergentes dans lesquelles les entreprises envisagent d'investir dans les 3 prochaines années\*



\* Parmi les 69,7% d'entreprises qui pensent que leur *business model* sera impacté par des technologies émergentes

# Ecosystème de l'innovation

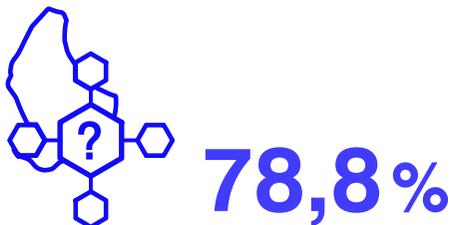
Avez-vous le sentiment de bien connaître les organismes d'aides à l'innovation au Luxembourg ?



des entreprises ont le sentiment de ne pas bien connaître les organismes d'aides à l'innovation au Luxembourg

Plus l'entreprise est grande, plus elle a le sentiment d'avoir une bonne vision des organismes existants. Les secteurs **connaissant le mieux les organismes d'aides** à l'innovation sont l'industrie (39,5%) et les services non financiers (26%). Les services financiers ne sont que 13,9% à déclarer bien les connaître.

Avez-vous le sentiment de bien connaître les dispositifs d'aides à l'innovation au Luxembourg ?

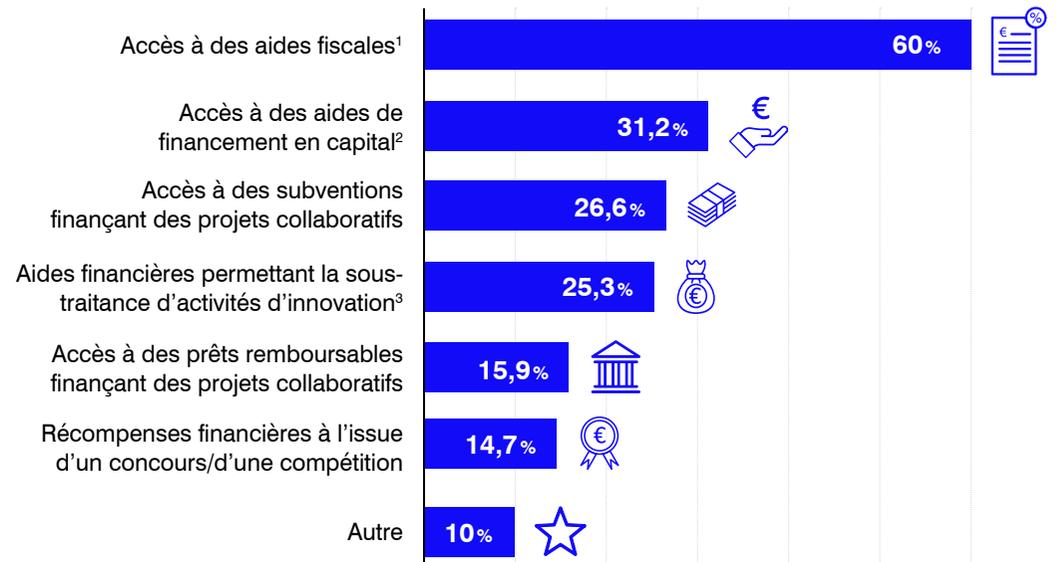


des entreprises ont le sentiment de ne pas bien connaître les dispositifs d'aides à l'innovation au Luxembourg

Ici aussi, **les dispositifs existants sont d'autant plus connus que l'entreprise est grande**. Les secteurs les mieux renseignés sont l'industrie (33,4%) et les services hors finance (23,2%), contre seulement 8,8% des entreprises du secteur des services financiers.

# Stimuler l'innovation

Les dispositifs supplémentaires demandés par les entreprises pour stimuler leur capacité d'innovation



La grande majorité des entreprises (60%) déclare qu'un **accès à des aides fiscales supplémentaires** stimulerait leurs investissements d'innovation. Ce type de dispositif est de loin le plus préconisé par tous les secteurs, et en particulier par la construction (65,3%) et les services financiers (64,6%). Suivent les **aides de financement en capital** (surtout pour l'industrie (47,3%) et l'HORECA (45,9%)), **les subventions pour financer des projets collaboratifs** (pour 42,4% des industriels, mais peu attractif pour les services financiers (9,3%)), et les **aides pour financer la sous-traitance d'activités d'innovation** (surtout pour la construction (33,3%) et les services financiers (31,6%)). *A contrario*, les **prêts remboursables** ne semblent séduire que 15,9% des chefs d'entreprise, tous secteurs confondus.

1. p.ex. crédit impôt recherche, réduction de la fiscalité sur le coût du personnel, ...  
 2. p.ex. prise de participation dans le capital, subvention fiscale, ...  
 3. p.ex. auprès de cabinets de conseil, de centres de recherche, ...



Cette 12<sup>ème</sup> édition du Baromètre de l'Économie repose sur des résultats obtenus auprès de 617 entreprises de 6 salariés et plus, représentatives de l'économie luxembourgeoise. L'enquête a été menée entre le 16 septembre et le 4 octobre 2024 par l'institut ILRES, sous la direction de la Chambre de Commerce. Le résultat du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des sept indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement. L'enquête du Baromètre de l'Économie se déroule selon une périodicité semestrielle, au printemps et à l'automne.

**Chambre de Commerce**

7 rue Alcide de Gasperi

L-1615 Luxembourg

Tél : (+352) 42 39 39-1

E-mail : [eco@cc.lu](mailto:eco@cc.lu)

[www.cc.lu](http://www.cc.lu)

Suivez-nous sur



[@ccluxembourg](https://www.instagram.com/ccluxembourg)